

06 MARS. 2024

# **I**NTELLIGENCE **S**EMEN

BULLETIN D'INFORMATION BIMENSUEL PAR SEMEN AFRICA CONSULTING  
VOL. 1 - n°2

# L'IMPACT DE LA TECHNOLOGIE SUR L'AGRICULTURE AFRICAINE

Par **Laetitia MAKITA-NGADI**

En 2022, la Banque africaine de développement (BAD) a renforcé son initiative phare pour la technologie dans l'agriculture avec un financement supplémentaire de 27,41 millions de dollars pour sa deuxième phase. Ce projet vise à permettre aux agriculteurs de produire 120 millions de tonnes de produits alimentaires, tout en augmentant leur productivité et leurs revenus grâce à la technologie et à la résilience.

Face à la crise alimentaire aggravée par la situation en Ukraine, les acteurs et les autorités africaines ont adopté l'agriculture « climato-intelligente », qui présente de nombreux avantages pour les agriculteurs et les populations du continent.

L'Afrique doit relever de nombreux défis agricoles, tels que le changement climatique, les inondations, la déforestation, ou les conditions arides. Ces facteurs obligent les agriculteurs africains à recourir à l'agriculture « climato-intelligente » pour réduire les risques.

Dans ce cadre, la CEDEAO a octroyé 14 millions de dollars pour 15 projets d'agriculture climato-intelligente (AIC) dans des pays comme le Bénin, la Gambie, le Burkina Faso, le Ghana, le Nigéria et le Togo.



En Gambie, l'innovation porte sur l'amélioration du système d'irrigation dans la région Ouest. Au Kenya, la création de villages climato-intelligents a permis de répondre aux besoins alimentaires des familles, qui avaient connu une pénurie de 81%. En Ouganda, la méthode innovante a permis de réduire la température de 2 à 5°C, ce qui a favorisé les récoltes et limité les pertes.

Grâce aux projets innovants, 7 millions d'agriculteurs africains ont amélioré leurs revenus, en exploitant 4 millions d'hectares de terres selon les principes de l'agriculture « climato-intelligente ». Il s'agit principalement de petits exploitants familiaux, qui vivent dans des zones rurales et qui n'ont pas les compétences pour utiliser les outils numériques

# LA CENTRAFRIQUE, SE DOTE DE DEUX LOIS SUR LA CYBERSECURITE ET LA PROTECTION DES DONNÉES

Par William NGHORI GABURO



**Face au risque de cybercriminalité, les autorités centrafricaines ont proposé deux projets de loi pour protéger leurs concitoyens en matière de cybersécurité. Il faut dire que la Centrafrique manque de cadre juridique dans le domaine de l'information et de la communication.**

Les députés centrafricains ont voté deux projets de loi dans le secteur de l'économie numérique. La première porte sur la protection des données personnelles en ligne et le second sur la cybersécurité et la lutte contre la cybercriminalité. Suite à ce vote, le Gouvernement est habilité à créer une Agence nationale de la cybersécurité, qui aura pour mission de veiller à la sécurité des systèmes d'information. Cette agence sera placée sous la tutelle des ministères de l'Économie numérique et de l'Administration du territoire.

La diffamation et l'extorsion de fonds sont très répandues sur les réseaux sociaux. Les hackers peuvent facilement s'approprier l'économie d'une personne morale ou physique et déstabiliser un pays en diffusant des informations fausses ou malveillantes sur internet. Ces lois prévoient des sanctions pénales dissuasives, allant de 6 à 10 ans de prison ferme et de 5 à 10 millions de francs CFA d'amende pour les auteurs

# LE SUIVI DIGITAL : TREMPLIN POUR LE SUCCÈS SCOLAIRE AU GABON

Par William NGHORI GABURO

Au sommet de l'Union Africaine, la réforme du système éducatif et de la formation a été au cœur des discussions entre les dirigeants politiques et les acteurs du secteur. Il est évident que le niveau des élèves en Afrique subsaharienne est très faible par rapport aux normes internationales ou au seuil défini par l'UNESCO.

Le Gabon fait partie des pays qui ont connu un taux d'échec scolaire très alarmant dans le monde. Les causes de cet échec sont multiples. D'une part, le manque d'infrastructures est lié à la faible part du budget allouée à l'éducation nationale, et la pandémie de COVID-19 a aggravé la situation. D'autre part, le suivi pédagogique est très insuffisant par rapport aux dispositifs mis en place par le ministère de l'Éducation nationale.

Un entrepreneur gabonais spécialisé dans les technologies a développé un logiciel nommé SCIENTIA, qui permet aux parents, aux élèves et aux responsables éducatifs d'accéder aux résultats en temps réel. L'objectif de l'application est de suivre les performances des élèves et de permettre aux parents et à l'administration de prendre des mesures correctives en cas de difficultés. Les pays africains pourraient adopter cette politique de digitalisation pour suivre l'évolution des élèves et réduire le taux d'échec scolaire.

